

PRÉSIDENCE
DE LA
RÉPUBLIQUE

Paris, le 23 février 1993

FPR

(M)

Le Général
Chef de l'Etat-Major Particulier

N O T E

à l'attention de Monsieur le Président de la République
(S/c de Monsieur le Secrétaire Général)

--:--

A/s - CONSEIL RESTREINT SUR LE RWANDA

Mercredi 24 Février 1993

Le Front Patriotique Rwandais (FPR), avec l'aide du Président ougandais MUSEVENI, est sur le point d'obtenir une victoire politico-militaire au RWANDA.

Un cessez-le-feu a été accepté officiellement tant par le gouvernement rwandais que par le FPR mais sur le terrain les combats continuent.

La victoire de l'ethnie tutsi qui dirige le FPR amènerait sans aucun doute un sursaut ethnique hutu dont les conséquences pourraient être dramatiques. Déjà dans les zones occupées par les rebelles de nombreuses exécutions de civils auraient été commises. Le RWANDA compte aujourd'hui près de 600.000 personnes déplacées à cause des combats.

Cependant, face à la détermination et à la puissance du FPR soutenu par l'UGANDA, notre stratégie indirecte d'appui aux forces armées rwandaises n'apparaît plus suffisante. Cette situation nous place devant des choix difficiles.

OPTIONS :

I - Dans le domaine militaire 4 types d'action sont envisageables :

1) - partir.

Après l'évacuation de nos ressortissants et le retrait de nos troupes, le Président HABYARIMANA ne devrait pas pouvoir rester à la tête de l'Etat. Notre départ serait

interprété comme l'échec de notre politique au RWANDA. On pourrait assister à la constitution d'un axe tutsi KAMPALA - KIGALI - BUJUMBURA.

2) - maintenir le dispositif au niveau actuel et attendre.

Cela permettrait de retarder l'évacuation de nos ressortissants sous réserve que le FPR ne décide pas de pénétrer militairement dans KIGALI.

C'est un choix qui maintient une certaine ambiguïté sur notre détermination, ambiguïté qui peut paraître temporairement souhaitable.

3) - intervenir fortement en soutien à l'armée rwandaise.

Il s'agit de renverser le rapport de force en accentuant notre aide à l'armée rwandaise par un apport logistique puissant et une implication de conseillers et d'artillerie à hauteur de notre détermination. Nous serions présents et actifs dans les zones d'opérations, mais nous ne participerions pas directement aux combats.

4) - intervenir fortement et directement avec nos forces.

Ce choix, techniquement possible, ne peut être envisagé que si nous avons des preuves irréfutables d'une intervention militaire ougandaise directe, ce qui n'est pas le cas actuellement.

II - Sur le plan diplomatique :

Notre action pourrait s'inscrire dans la continuité :

1) - Soutien au processus démocratique en cours et relance des négociations d'Arusha.

La prise de conscience toute récente du Premier Ministre et des hutus du Sud, des risques qu'ils courent à soutenir le FPR pourrait être mise à profit pour rapprocher le Chef de l'Etat et le Chef de Gouvernement et les inciter à collaborer jusqu'aux élections.

2) - Appui à l'action diplomatique rwandaise aux Nations-Unies.

Le Gouvernement de KIGALI vient d'écrire au Secrétaire Général des Nations-Unies pour lui demander le déploiement d'observateurs le long de la frontière entre l'UGANDA et le RWANDA. Le Président MUSEVENI nous a donné son accord sur ce point. Nous soutenons cette initiative.

Il serait utile également d'obtenir l'appui des Présidents HOUPHOUET-BOIGNY, Abdou DIOUF et BONGO à notre politique au RWANDA.

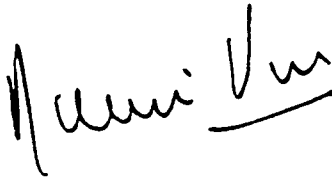
3) - Fermeté et réalisme vis-à-vis du Président MUSEVENI en le laissant dans l'incertitude sur le rôle ultime de nos forces. S'il donnait des gages concrets de bonne volonté, une réunion quadripartite en marge d'Arusha pourrait, comme il le souhaite, être envisagée (Ouganda, France, FPR, Rwanda).

4) - Intervention auprès de l'O.U.A.


Après le cessez-le-feu les troupes du FPR doivent revenir sur leurs lignes antérieures. Les zones évacuées pourraient être contrôlées par les observateurs internationaux, le Gouvernement rwandais étant d'accord pour ne pas les réoccuper militairement.

-oOo-

Nous restons partisans, sur le plan militaire, de la solution 3 accompagnée d'une action diplomatique ferme.



Dominique PIN.



Général QUESNOT